LA PALESTINE OCCUPEE

LA PALESTINE OCCUPEE

LA PALESTINE AU QUOTIDIEN

Avec les accords d'Oslo, les Palestiniens sont parvenus à établir un pouvoir politique en Cisjordanie et à Gaza. L'Autorité palestinienne a inauguré les institutions représentatives de ce que pourrait devenir l'E'tat palestinien. Les obstacles, toutefois, sont de taille: le gouvernement israélien s'est efforcé, depuis 1996, de vider de son contenu l'accord initial, et les questions fondamentales – le droit au retour des réfugiés, le statut de Jérusalem, le sort des colonies de peuplement israéliennes dans les Territoires autonomes, la gestion de l'eau – sont restées en suspens...

L'Intifada

Le peuple palestinien est opprimé par Israël. Cette oppression est manifeste à de nombreux égards; par l'usage de balles et de missiles contre les manifestants; par l'extension continue des colonies, sans aucun égard pour les droits des Palestiniens; par l'expulsion de Palestiniens hors de leurs maisons; par une indifférence constante envers les nombreuses résolutions des Nations Unies...

L'«Intifada» est, tout simplement, la résistance du peuple palestinien contre cette oppression.

La réalité quotidienne vécue par les Palestiniens

Si la presse européenne rend largement compte des évènements dramatiques qui se produisent au quotidien dans les Territoires palestiniens sous occupation israélienne, elle en donne cependant le plus souvent une image stéréotypée: foules palestiniennes vociférantes portant le corps des «martyrs» de l'Intifada, groupes de chebabs lanceurs de pierres dispersés par les militaires israéliens casqués, colons israéliens exprimant leur peur ou leur colère...

Le discours convenu auquel les Européens ont été accoutumés renvoie dos à dos et met en balance deux violences, celles des forces de sécurité israéliennes, et celles des militants et des foules palestiniennes.

Sur place, cependant, la réalité que représentent les colonies israéliennes implantées dans les Territoires palestiniens, et les contraintes et humiliations qu'elles imposent au quotidien à leur

population, est totalement différente. Et cette réalité est terrible: pour quelques maisons construites en hâte à quelques centaines de mètres ou à un kilomètre d'une agglomération palestinienne sur des terres confisquées, ce sont des dizaines de maisons détruites au bulldozer dans la foulée pour des «raisons de sécurité». Ce sont des routes désormais barrées, des vergers et des murs arasés. C'est une économie ruinée.

Les Territoires : Cisjordanie et Gaza

Sans intégrité territoriale, la Cisjordanie-Gaza est privée des instruments de base nécessaires à un fonctionnement économique efficace. Les accords d'Oslo ont conféré à l'Autorité palestinienne une juridiction fonctionnelle sur la population palestinienne qui réside en Cisjordanie-Gaza, mais ils ne lui accordent la juridiction territoriale que sur 60% de la bande de Gaza et 30% de la Cisjordanie. Si la première bénéficie d'une certaine continuité territoriale, la seconde est fragmentée à un point tel que l'Autorité ne peut pas, par exemple, construire une route qui relierait les divers villages ni assurer l'accès au marché pour des marchandises de tous les points du territoire.

L'intégrité territoriale de la Cisjordanie est un peu plus érodée chaque année par la politique israélienne consistant à isoler Jérusalem-Est et à accélérer l'implantation des colonies, dont la croissance économique prive les Palestiniens d'eau et de terres, et continue d'absorber leur main-d'oeuvre.

Colonisation : la dépossession continue

Le nombre de colons ne cesse d'augmenter dans les Territoires palestiniens; il faut y voir une volonté délibérée des Israéliens de perpétuer des faits démographiques et territoriaux qui pèseront inmanquablement dans la balance des négociations sur le statut permanent des Territoires palestiniens.

En avril 1999, M. Barak n'avait promis d'arrêter que la construction de nouvelles colonies, mais pas l'extension des colonies existantes. En fait, son administration a autorisé en un an plus de constructions nouvelles dans ces colonies que ses prédécesseurs, en moyenne annuelle.

Le Mur de l'Apartheid

A` toutes les mesures israéliennes criminelles qui violent les lois internationales, est venue s'ajouter, plus grave et plus dévastatrice à terme, la barrière dite «de sécurité», qui est

actuellement en construction au nord de la Cisjordanie. Un mur de huit mètres de haut, quelque chose de brutal jeté en travers d'un paysage magnifique, qui avance à toute vitesse. Ce nouveau système de fermeture, effrayant par sa démesure et les dévastations qu'il entraîne, bouleverse depuis juin 2002 l'existence de dizaines de milliers de personnes. Les habitants de ces régions agricoles assistent impuissants à l'avancée de cette barrière qui se dresse, agressive, à l'intérieur de leurs terres. Bien que le Mur de l'Apartheid constitue un élément indissociable de la politique d'occupation, au même titre que les bouclages et le siège des villes palestiniennes, et une poursuite, ou plutôt une escalade, de celle-ci, il est cependant unique en ce sens qu'il s'agit d'un mécanisme clair (un mur) et bénéficiant d'un large soutien (tant au sein de la population israélienne qu'en raison de la complicité internationale) utilisé par Israël pour accaparer et détruire une superficie massive des terres palestiniennes (quelque 10% de la Cisjordanie), et ravager la vie de centaines ou de milliers de Palestiniens.

Jérusalem, au cœur du conflit

Aujourd'hui, 75% de la population palestinienne de Jérusalem vit en-dessous du seuil de pauvreté et sa densité démographique est huit fois plus élevée que du côté israélien. Les logements font cruellement défaut: l'administration israélienne ne délivre pratiquement aucun permis de construire aux Palestiniens de Jérusalem et les maisons construites sans permis sont détruites (environ un millier d'habitations et de bâtiments publics palestiniens ont été démolis depuis 1987 et 4.000 autres sont en instance de l'être). Israël continue en outre à exproprier des terres palestiniennes à Jérusalem.

Cette «politique de judéisation» menée ouvertement par le gouvernement israélien pour réduire la présence arabe à Jérusalem porte ses fruits. Alors qu'en 1990, il y avait toujours dans la partie orientale de la ville une majorité de 150.000 Palestiniens pour 120.000 Israéliens juifs, le rapport s'est dorénavant inversé au profit de ces derniers: dès 1993, Jérusalem-Est comptait 155.000 Palestiniens (des «non-juifs» d'après la terminologie israélienne) pour 160.000 Israéliens juifs. A` Jérusalem-Ouest vivent quelques 250.000 Israéliens.

Réfugiés : les laissés pour compte

Lors des accords d'Oslo, la question des réfugiés (c'est-à-dire la majorité du peuple palestinien) n'a pas été traitée. Cette question devait être débattue lors des négociations sur le statut final. Ce fait a entamé l'unité entre la population palestinienne de l'intérieur et de l'extérieur. Dans les conditions actuelles, d'extrême complexité, la question des réfugiés

palestiniens reste d'une importance capitale pour l'unité du peuple palestinien, pour la volonté de résistance des Palestiniens contre les injustices infligées à leur égard (avec une direction politique qui s'est alignée totalement, hélas, sur les stratégies israélo-américaines dans la région) et pour une solution globale et intégrale de la question palestinienne.

Une économie asphyxiée

Fragmentation territoriale, bouclages des Territoires, accès restreint aux ressources en eau, territoires confisqués au profit des colonies israéliennes, ... sont autant d'entraves à la croissance économique de la Cisjordanie et de Gaza. En 1998, la part des personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté (fixé à 650 $ par an) a atteint 20,1%. Depuis le début de l'Intifada, ce nombre a plus que doublé.

Le partage de l'eau

La question de l'eau joue un rôle crucial dans ces régions au climat semi-désertique. Israël dispose aujourd'hui du contrôle de la quasi-totalité des ressources en eau de la région, et entend négocier en prenant comme point de départ la situation actuelle. De source palestinienne, 60% de l'eau de Cisjordanie est soit consommée sur place par les colons, soit acheminée en Israël. La consommation moyenne et annuelle d'un Israélien est quatre fois plus élevée que celle d'un Palestinien de Cisjordanie.

L'HISTOIRE DE LA PALESTINE

L'Antiquité

La Palestine recèle de nombreux vestiges néolithiques. La ville de Er Riha (Jéricho), habitée dès le VIIIe millénaire avant JC, est l'une des plus vieilles du monde. Au ~IIIe millénaire, la civilisation cananéenne se fonde sur un système de cités-E'tats faites d'agriculteurs sédentaires et de pasteurs semi-nomades. L'existence de la cité cananéenne Ourousalim (rebaptisée Yéroushalayim, Jérusalem, lorsqu'elle sera finalement conquise par David vers ~1000) est évoquée dans des écrits datant de 2000 avant JC.

La civilisation cananéenne fut tour à tour sous l'influence des Mésopotamiens venus de Chaldée au ~XVIIIe siècle, et des E'gyptiens (~XVIe-~XIIIe s.), et pris fin lors de l'invasion de la zone côtière de Gaza par les Philistins originaires de la mer E'gée (qui laissèrent leur nom - «peuples de la mer» - à la Palestine) en ~1175, suivie de l'invasion des Hébreux venus d'E'gypte sous la conduite de Moïse.

David, roi des Hébreux, unifie le royaume et en fait une puissance régionale. Sa victoire sur Goliath consacre la chute des Philistins. Après la mort de Salomon, l'E'tat hébreu fut divisé en ~931 en royaume d'Israël au nord (conquis plus tard par les Assyriens) et de Juda au sud (conquis par les Babyloniens). En ~538, la région passe sous l'emprise perse; la Judée et la Samarie se redressent; Jérusalem est restaurée et les communautés sous les Perses retrouvent une certaine liberté.

Du ~IVe siècle jusqu'à 636 après JC, la Palestine s'hellénise progressivement, après l'arrivée d'Alexandre le Grand. Ses descendants, les Séleucides, contrôlent la région au ~IIIe siècle; de nombreux grecs s'installent et la communauté juive devient minoritaire. Celle-ci, fortement influencée par la culture grecque, finit par se redresser et donne naissance en ~164 au nouvel E'tat juif, la dynastie des Asmonéens.

Sous la domination romaine qui vit la naissance du christianisme, la Palestine fut agitée par deux révoltes juives, en 66-70 puis en 132-135 dont l'échec conduit à l'expulsion des Juifs de Judée. Le pays devient alors province de Syro-Palestine.

A` partir du IVe siècle, avec le déclin de l'empire romain et la montée du christianisme, la Palestine est devenue Terre sainte. Les empereurs byzantins de Constantinople et de l'empire romain d'Orient s'y intéressent.

Au VIIe siècle, sous la dynastie des califes Omeyyades, les Arabes conquièrent la Palestine et s'y établissent. Jérusalem est investie et proclamée lieu sacré de l'Islam.

L'expansion arabe et musulmane prend fin en 1099 avec la première croisade chrétienne, qui fonde pour deux siècles le royaume latin de Jérusalem. Reprise par Saladin en 1187, la Palestine devient la destination des réfugiés arabes chassés par les Mongols en Irak et en Syrie. Quant à la communauté juive, elle est renforcée par l'arrivée à la fin du XVe siècle de réfugiés juifs venant d'Espagne.

La conquête ottomane

En 1516, la Palestine est conquise par les Ottomans et fait désormais partie, pour quatre siècles, des provinces arabes de l'empire. Son économie se développe. Les lieux de culte musulmans à Jérusalem sont rénovés et la population s'accroît fortement. Les communautés

chrétiennes sont composées de Grecs orthodoxes, d'Arméniens et de catholiques; la population juive se concentre et se renforce en Galilée.

Les Ottomans se retirent progressivement de la Palestine au XVIe siècle, Bonaparte y passe, suivi d'une courte présence égyptienne au XIXe siècle, et la région subit une forte dépression économique. Mais, à la fin du XIXe siècle, la Palestine redevient l'objet de convoitises, notamment européennes, et sa population voit l'arrivée massive d'Arabes de Transjordanie, tandis que les minorités chrétiennes et juives s'étendent également.

Ibrahim Pacha, sous les ordres de son père Mohammed Ali, gouverneur d'E'gypte, envahit la Palestine et la Syrie, défait les soldats ottomans et dirige ces deux derniers pays pendant dix ans, de 1830 à 1840. Pendant son règne, la culture arabe se développe; des centres culturels, de nombreuses écoles voient le jour.

En 1840, une conférence a lieu à Londres. Elle réunit les pays européens, dont la France et l'Angleterre. A` l'issue de cette réunion, les participants décident d'intervenir dans les affaires publiques concernant l'invasion dirigée par Mohammed Ali en Palestine et en Syrie. Il est convenu, en échange du retrait des forces des territoires qu'a occupés Mohammed Ali, que lui et ses héritiers deviendront, à l'avenir, gouverneurs d' E'gypte.

A` la fin du XIXe siècle et au début du XXe, un sursaut de nationalisme s'empare des Arabes. Pour conserver leur culture, obtenir leur liberté et aussi devenir propriétaires de leurs terres qui, à l'époque, appartiennent aux dirigeants de l'Empire et non aux paysans, des Arabes établissent des organisations secrètes opposées au gouvernement. Jamal Pacha, un des dirigeants des Jeunes Turcs, en fait pendre plusieurs, et laisse les Arabes dans un état déplorable. Le peuple est acculé à la famine.

Le moment est propice pour réclamer l'indépendance politique. Les Arabes exigent un E'tat indépendant.

La naissance du sionisme

En 1896, Theodor Herzl, écrivain juif hongrois (1860-1904) publie L'E'tat juif, Essai d'une solution moderne de la question juive. Correspondant du plus important quotidien viennois à Paris, il assista à la vague d'antisémitisme suscitée par le procès du capitaine Dreyfus; cette

expérience le persuada de l'impossibilité d'une réelle assimilation des Juifs. Préconisant un E'tat juif, il hésite entre la Palestinen et l'Argentine. Si le second pays, qui possède des kilomètres de terrains en friche, lui apparaît plus intéressant parce que les terres y sont plus riches, la Palestine l'emporte cependant dans son esprit, comme plus chargée de souvenirs historiques.

S'il n'était pas le premier à affirmer l'existence d'une nation juive et la nécessité pour celle-ci de retrouver une patrie, Herzl fut le fondateur du sionisme, dont il réunit le premier congrès à Bâle en août 1897, qui se donna pour but «la création en Palestine d'un foyer pour le peuple juif, garanti par la loi publique». Ce congrès constitua l'Organisation sioniste mondiale, qu'il présida jusqu'à sa mort.

Résultat de la relation réciproque entre l'affirmation du particularisme ethnique, national, culturel et religieux du judaïsme et de l'antisémitisme, le sionisme devenait une volonté de conquérir une identité politique et territoriale, la réaffirmation des «droits éternels» des Juifs sur la Palestine après vingt siècles d'exil.

La Déclaration Balfour

Après avoir aidé les Arabes dans leur révolte contre les Ottomans, la Grande-Bretagne, qui promettait auparavant une nation arabe unie, occupe et administre la Palestine à partir de 1917. La communauté juive, en la personne de Chaïm Weizman, président de l'Organisation sioniste mondiale, obtient un certain appui des Britanniques par la déclaration Balfour, qui évoque alors le «national home for Jewish people»:

Le 2 novembre 1917

Cher Lord Rothschild,

J'ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui.

«Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux

droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.»

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Arthur James Balfour
A` l'époque de cette déclaration, la communauté juive rassemble 10% de la population de la Palestine mandataire.

En 1920, le gouvernement anglais nomme au poste de haut commissaire Herbert Samuel, un des artisans de la déclaration Balfour et un pilier du mouvement sioniste. Lui et ses collègues n'ont qu'une idée: inciter les Arabes palestiniens à quitter la Palestine et encourager les Juifs à acheter des terrains. Diverses législations sont adoptées en vue de favoriser l'établissement d'un Foyer national juif. Le gouvernement de Londres approuve toutes ces actions, comme s'il n'avait aucune obligation envers la communauté arabe.

En 1933, plusieurs Arabes palestiniens manifestent à Jérusalem contre les Anglais qui permettent l'entrée des Juifs venant d'Allemagne où Hitler, déjà au pouvoir, les maltraite.

Craignant que la guerre n'éclate entre les Palestiniens et les Juifs, les Anglais invitent, en 1939, les chefs de tous les pays arabes à se réunir à Londres. Les Britanniques leur proposent un livre blanc, dans lequel ils s'engagent à limiter l'immigration juive, et promettent un E'tat fédéral dans lequel vivraient Arabes et Juifs, avec une majorité arabe pour dix ans. Satisfaits de ces propositions, les Arabes de Palestine, alors majoritaires, mettent fin à leur révolte en août 1939, juste avant le début de la Deuxième Guerre mondiale.

Pendant la persécution nazie des années 1940, il devient urgent de trouver aux Juifs un refuge. A` cette époque, l'Angleterre, le Canada et les E'tats-Unis ferment, sous toutes sortes de prétextes, leurs portes à l'immigration juive. Churchill prie les Canadiens et les Américains d'encourager les Juifs allemands à venir s'installer en Palestine. Les Européens partagent la même opinion. Les Arabes condamnent les crimes nazis, mais se demandent pourquoi ils doivent faire les frais de la barbarie nazie et accepter une vague d'immigrants que de vastes pays comme les E'tats-Unis ou le Canada auraient pu accueillir et intégrer sans difficultés

majeures.

Sous cet afflux de réfugiés, la Palestine voit la population juive passer de 80.000 en 1917 à 600.000 en 1946. Le nombre de colonies juives avoisine les 300 à la fin de la guerre, et représentent 8% des terres.

Alors que les Britanniques, qui depuis quelques années payent le prix fort pour le maintien de leurs troupes en Palestine, envisagent de se retirer, les sionistes bénéficient des circonstances les plus favorables, par le consensus inespéré des Américains et des Soviétiques. Les premiers entendent contrôler la Palestine au départ des Britanniques, et le poids des organisations juives américaines pour la réélection de Truman est déterminant.

Les Soviétiques voient quant à eux dans le départ des Britanniques un moyen d'en limiter les visées impérialistes dans la région.

Les propositions pour un E'tat fédéral sont systématiquement repoussées par l'Agence juive, et les traits d'un partage se dessinent. Définissant les futurs états de taille à peu près égale, la proposition fait montre cependant d'un déséquilibre flagrant en faveur du futur E'tat juif: alors que les Juifs représentent moins d'un tiers de la population et possèdent moins de 6% de la terre, ils se voient attribuer 57% du territoire total de la Palestine, 80% des terres céréalières et 40% de l'industrie de Palestine.

En 1947, la proposition de partage est entérinée lors du vote à l'Assemblée générale des Nations Unies, le 29 novembre.

La proclamation de l'E'tat d'Israël

Le 14 mai 1948, sir Alan Cunningham, le septième et dernier haut commissaire britannique en Palestine, s'embarque à Haïfa. Le jour même, l'E'tat d'Israël déclare son indépendance. L'E'tat arabe, prévu lui aussi par l'ONU, ne voit pas le jour. La spirale fatale des conflits israélo-arabes commence.

Le 15 mai, au matin, les armées de Transjordanie, d'E'gypte et de Syrie, aidées de contingents libanais et irakiens, entrent en Palestine.

Les affrontements, en fait, ont débuté fin 1947: au lendemain de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies, le 29 novembre, du plan de partage de la Palestine, c'est une véritable guerre qui s'engage entre Palestiniens et Juifs. Du côté palestinien, on refuse le partage et donc la création d'un E'tat juif. Du côté juif, si l'on accepte la décision de l'ONU, on espère cependant l'«améliorer» au profit d'Israël qui pourrait occuper tout ou partie de l'E'tat arabe, le reste revenant à la Transjordanie. C'est également l'objectif de Londres, qui mise sur le roi Abdallah pour maintenir sa propre influence sur la région - Londres a donc donné son feu vert à l'accord négocié sur cette base par Golda Meir avec lui.

Jusqu'en mars 1948, les combats tournent plutôt à l'avantage des Palestiniens et de leurs renforts de l'Armée arabe du secours: ils interrompent les voies de communication, encerclent des colonies juives et isolent de grandes villes, dont Jérusalem. Mais, fin mars, alors que l'on compte déjà 2.000 morts, les forces juives reprennent l'offensive. De véritables massacres se produisent, dont le plus célèbre ensanglante le petit village de Deir Yassine, où les hommes de Menahem Begin assassinent, le 9 avril 1948, 250 habitants, créant du même coup une panique qui gagna toute la communauté arabe de Palestine. La Haganah, l'organisation armée juive de l'époque, dégage la route de Jérusalem, et s'empare de Tibériade, Haïfa, Safed. Jaffa tombe le 12 mai, deux jours avant la proclamation de l'indépendance d'Israël.

Devenues «Forces de défense d'Israël» (Tsahal), les troupes juives bénéficient d'un commandement unique, d'effectifs doublés grâce à une mobilisation exceptionnelle, et surtout d'armes lourdes en provenance notamment, grâce à un pont aérien, de la base tchèque de Zatec. Les accords d'armistice signés par Israël et ses différents adversaires, du 23 février au 20 juillet 1949, entérinent l'agrandissement d'un tiers de l'E'tat juif tel que le plan de partage en avait défini les frontières. Il passe de 14. 000 à près de 21.000 kilomètres carrés, obtenant notamment toute la Galilée, un couloir vers Jérusalem et le Néguev, jusqu'au port d'Eilat sur la mer Rouge. L'E'tat arabe, lui, n'a pas vu le jour, Israël et la Transjordanie s'étant partagé la Cisjordanie, tandis que Gaza tombait sous la tutelle de l'E'gypte. Mais surtout, 750.000 à 800.000 Palestiniens ont dû quitter leurs foyers. Comme le montrent les travaux des «nouveaux historiens» israéliens, cet exode, loin d'avoir été déclenché par des appels arabes à la fuite - il n'en existe nulle trace -, résulta des combats eux-mêmes, au fil desquels s'affirma, du côté israélien, une politique d'expulsion de la population palestinienne. Cette détermination se prolongera, à la fin de la guerre, par la destruction des villages arabes, ou l'implantation en leur sein de nouveaux immigrants juifs, ou bien encore la répartition de leurs terres entre les

kibboutzim environnants.

Sur l'exode et la responsabilité d'Israël dans la création du «problème des réfugiés», lire la synthèse de Paul Delmotte, Palestine 1947-1949 - A` propos d'une « faute originelle »

La guerre des Six-Jours

A` partir de 1960, une succession d'événements contribue à faire monter la pression entre Israéliens et Palestiniens, notamment le détournement d'une partie des eaux du Jourdain. D'autre part, Israël traverse entre 1965 et 1967 une grave crise économique. La guerre de 1967, dite «des Six-Jours», qui oppose une nouvelle fois Israël à ses voisins arabes, est en réalité préparée par l'E'tat hébreu cinq ans auparavant.

Dans le contexte des provocations verbales de Nasser, l'incertitude gagne les populations tant israélienne qu'arabe. Alors que les Syriens craignent une intervention sur leur sol de l'Etat hébreu, Nasser réaffirme la force et l'unité arabe en bloquant le golfe d'Aqaba (5% du commerce d'Israël se faisait par ce port). Il ne mesure pas les conséquences de cet acte, considéré comme casus belli par Israël.

Les forces juives rentrent en action le 5 juin et clouent en quelques heures l'aviation égyptienne au sol. Malgré lui et sous la pression populaire, le roi Hussein fait entrer la Jordanie dans le conflit, qui devient une cuisante défaite pour les nations arabes. Israël occupe à l'issue de la guerre toute la péninsule du Sinaï, la Cisjordanie, ainsi que le plateau du Golan syrien. Les efforts stratégiques sur ce dernier, contrairement à la version longtemps officielle, étaient davantage de récupérer de nouvelles terres pour les kibboutz israéliens que de mettre un terme aux attaques syriennes depuis la frontière.

La défaite de 1967 amène 200.000 nouveaux réfugiés dans les camps de Jordanie, de Syrie ou du Liban. L'intransigeance du premier ministre israélien Golda Meir bloque tout accord pendant de nombreuses années, notamment sur le Sinaï. La même année, Jérusalem-Est est annexé par Israël. En Cisjordanie, les Palestiniens sont maintenant sous l'occupation israélienne, après la période jordanienne qui, malgré ses contraintes, leur avaient permis de développer l'éducation, les structures d'urbanisation et d'habitation dans une bien plus grande mesure que les Arabes en Israël.

C'est dans cette période que les mouvements palestiniens prennent de l'importance. A` l'origine, l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), créée en 1964, était une tentative des dirigeants des régimes arabes du Moyen-Orient de contrôler les aspirations nationalistes palestiniennes. De petits mouvements s'opposaient déjà. Le Fatah, fondé par Arafat en 1959, voulait maintenir une lutte en Palestine alors que le Mouvement nationaliste arabe de Georges Habache (qui dirigera plus tard le FPLP) avait en théorie l'autre objectif d'évincer les régimes arabes. Par ses coups d'éclat, comme la bataille de Karameh en 1968, le Fatah parvient à prendre la direction de l'OLP. Accepter Yasser Arafat à la tête de l'OLP est un moindre mal pour les dirigeants arabes qui craignent davantage les mouvements susceptibles de renverser leur régime.

Septembre Noir

Agissant depuis la Jordanie, les fedayin (combattants palestiniens) menacent le pouvoir du roi Hussein. Le FPLP se lance quant à lui dans de spectaculaires attaques terroristes. La présence des milices palestiniennes sur le sol jordanien, l'hostilité avouée de certaines d'entre elles comme le FPLP à l'autoritarisme du régime politique ainsi que le soutien qu'elles recueillent des réfugiés, amènent le roi Hussein à précipiter les choses et à écraser en septembre 1970 ces groupes armés. La répression, nommée Septembre noir, fait vraisemblablement près de 3.500 victimes; les Palestiniens sont expulsés vers le Liban et la Syrie.

Même si la direction des mouvements palestiniens assure au Liban de ne pas se mêler de ses affaires intérieures, une menace est perçue lors de manifestations et de grèves à partir de 1973. Les fedayin et des Libanais pauvres s'assemblent en groupes armés et, après des intimidations comme celle de Saïda en février 1975, la droite libanaise ordonne une répression de prévention, qui tourne rapidement à la guerre civile.

L'invasion du Liban Sabra et Chatila

Après une première percée au Liban, qui avait créé un front dit «de sécurité», Israël s'engage en 1982 dans une véritable campagne de conquête qui débouche sur Beyrouth. Accompagnée du bombardement de tout le sud du pays, la guerre fait, selon les sources, entre 10.000 et 30.000 morts.

Si l'objectif d'Israël de «nettoyer» Beyrouth de l'OLP est atteint, puisque celle-ci est contrainte

de quitter son quartier général sous la protection d'un contingent international, la tentative de mettre à la tête de l'E'tat libanais un pouvoir qui soit lié à Israël échoue. En effet, après l'assassinat de Bechir Gemayel, son frère Amine devenu président préfère les garanties syriennes au rapprochement israélien.

Mais un événement retentissant marque un tournant de l'opinion internationale et même des Israéliens eux-mêmes sur les desseins de cette guerre. En septembre 1982, un massacre à Sabra et Chatila, deux camps de réfugiés palestiniens, est opéré par les phalangistes d'extrême droite de Bechir Gemayel, sous la protection de l'armée israélienne et du général Ariel Sharon. Plus de 1.000 personnes y sont massacrées. Sous les pressions des nations occidentales, Israël doit faire marche arrière.

Lire le texte intégral de la plainte déposée à Bruxelles le 18 juin 2001 contre Ariel Sharon. Des témoignages bouleversants...

Un contingent international remplace les troupes israéliennes pour un temps, avant de se retirer après une série d'attentats faisant chez les soldats américains et français des centaines de morts.

La première Intifada

Ce sont finalement les Palestiniens «de l'intérieur» qui vont reprendre la lutte contre l'occupation, par le déclenchement de l'Intifada, le «soulèvement». C'est le 7 décembre 1987 qu'un accident de la circulation - une collision entre un véhicule israélien et un taxi collectif palestinien, dont deux occupants meurent - met le feu aux poudres. Deux jours plus tard, les premiers affrontements se produisent entre jeunes Palestiniens et soldats israéliens, dans le camp de Jabalya. En une semaine, l'insurrection s'étend à l'ensemble de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, malgré l'état de siège décrété par les autorités d'occupation. Surpris, le gouvernement israélien se fixe en effet, toutes tendances confondues, une seule priorité: «mater la subversion», selon l'expression du ministre de la Défense, Itzhak Rabin.

A` l'escalade des manifestations, des grèves et des heurts répondra donc, pour tenter de la stopper, une spirale répressive. L'armée multiplie les couvre-feu, tire sur les adolescents qui la narguent, les «passe à tabac», en arrête des dizaines de milliers et en interne des milliers, n'hésite pas devant les «mauvais traitements» lors de ses raids contre des villages ou dans les

prisons, expulse plusieurs dizaines de Palestiniens, etc.

Ouvertement contraire aux dispositions de la Convention de Genève, ce cours violent heurte les opinions, y compris juives, qui, à travers le monde, se montrent sensibles aux images abondamment diffusées par les grands médias.

Bilan chiffré, un an après le début de la révolte: 400 morts, 25.000 blessés, 6.000 prisonniers - soit, avec les 4.000 précédents, un total de 10.000 détenus pour une population de 1,7 million d'habitants. Cet exceptionnel déploiement de force n'a cependant pas raison des insurgés.

Née spontanément, comme tous les observateurs, israéliens compris, l'indiquent, d'un cocktail explosif - misère des bidonvilles, chômage massif, humiliation du sentiment national et répression quotidienne -, la «révolution des pierres» est rapidement encadrée. Les comités populaires locaux organisent le combat de rue - sans armes à feu - contre l'armée israélienne, mais aussi le ravitaillement, l'enseignement, le suivi médical, les principaux services. Autonomes, les comités locaux se retrouvent parallèlement dans une «Direction unifiée» où cohabitent, relativement unis malgré leurs divergences, le Fatah de Yasser Arafat, le Front populaire de Georges Habache, le Front démocratique de Nayef Hawatmeh et le Parti communiste palestinien - à l'exclusion du Mouvement de la résistance islamique, baptisé, d'après ses initiales, Hamas (en arabe, zèle). Seule cette dernière tendance se situe en dehors du consensus politique de l'Intifada: créer un E'tat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza, l'E'tat d'Israël revenant à ses frontières d'avant la guerre des Six-Jours en 1967.

La situation s'éclaircit lorsqu'en 1988, le Jordanie renonce définitivement à toute souveraineté sur la Cisjordanie. L'OLP reconnaît en novembre 1988 les résolutions des Nations unies 181 (partage de la Palestine), 242 et 338 (reconnaissance de l'E'tat hébreu et retrait des forces juives des Territoires occupés) et renonce définitivement au terrorisme. Un «E'tat» palestinien est proclamé, que reconnaissent 90 pays. Les E'tats-Unis acceptent le dialogue avec l'OLP et Arafat déclare «caduque» la charte de son mouvement en 1989. Israël refuse néanmoins les compromis américains et l'Intifada se prolonge jusqu'en 1993.

Les accords d'Oslo

La conférence de Madrid en octobre 1991 amène pourtant le retour en force de l'OLP qui dirige la représentation palestinienne. Le dialogue est amorcé et Shamir perd sur de nombreux points

le soutien des Américains, avant de perdre les élections et de laisser la place à Rabin. Lors de la campagne, les discours racistes de la droite ont finalement lassé une opinion prête au dialogue avec les Palestiniens.

Des négociations secrètes à Oslo débouchent sur un accord signé à Washington le 13 septembre 1993: en échange de la reconnaissance de l'E'tat hébreu, Israël reconnaît l'OLP comme représentant du peuple palestinien, et fixe le but immédiat des deux protagonistes, «établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie, le conseil élu pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, pour une période transitoire de cinq ans menant à un arrangement permanent fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU».

Principaux points de la Déclaration de principes:
l'élection, par les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, d'un Conseil palestinien pour gérer l'autonomie pendant une période transitoire de cinq ans;

le transfert de pouvoirs au Conseil, qui aurait autorité en matière d'éducation, de culture, de santé, d'affaires sociales, de taxation directe et de tourisme, et établirait une puissante force de police, Israël conservant la responsabilité de la défense et de la sécurité globale des Israéliens établis dans les Territoires;

le retrait et le redéploiement des forces israéliennes en Cisjordanie et à Gaza;

la mise en place d'une coopération dans les domaines de l'eau, de l'électricité, des finances, des transports, du commerce, de l'industrie, de la recherche, des affaires sociales, de la protection de l'environnement et des médias;

la tenue dès le début de la troisième année de la période intérimaire de négociations sur le statut final, devant aborder les problèmes de Jérusalem, des réfugiés, des frontières et des relations avec les pays voisins.

Le retard pris dans l'application de cet accord, dit d'Oslo 1, sera très important.

Les accords de Taba, dits aussi accords d'Oslo 2, ont été signés à Washington le 28 septembre 1995. Ils consacraient l'extension de l'autonomie en Cisjordanie, y prévoyaient les

modalités de redéploiement de l'armée israélienne, et prévoyaient d'autre part l'organisation des premières élections «nationales» palestiniennes.

Wye Plantation, Charm-el-Cheikh, Camp David...

L'accord dit «Memorandum de Wye River» ou «de Wye Plantation» a été conclu le 23 octobre 1998 entre le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou et le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat. Il visait à relancer et achever la mise en oeuvre des Accords d'Oslo 2, interrompue peu après l'arrivée au pouvoir en Israël de M. Netanyahou, ainsi qu'à permettre la reprise des négociations sur le statut final des Territoires palestiniens.

Cet accord prévoyait un redéploiement de 13% de la Cisjordanie, mais ne fournissait aucune garantie sur l'arrêt de la colonisation, ni sur le troisième retrait militaire, ni sur la libération des prisonniers; la lutte antiterroriste est placée sous la direction de la CIA.

Atermoiements, ratification assortie de nouvelles conditions, le processus de Wye River restera bloqué jusqu'à la mise en place le 1er juillet 1999 du nouveau gouvernement israélien dirigé par le travailliste Ehoud Barak.

Après des semaines de négocations difficiles, une version révisée de l'accord de Wye River est signée par Ehoud Barak et Yasser Arafat à Charm-el-Cheikh sur les bords de la Mer Rouge le 5 septembre 1999. Selon les termes de ce nouvel accord, Israël doit entamer immédiatement un retrait en trois étapes de 11% supplémentaires de la Cisjordanie et libérer 350 prisonniers politiques, un accord-cadre doit entrer en vigueur le 13 février 2000, et un accord de paix final doit être signé le 13 septembre 2000, réglant les questions plus épineuses, celles entre autres de Jérusalem et de la création de l'E'tat palestinien.

Comme c'est devenu la règle, la date du 13 février est passée sans accord-cadre, mais aussi sans que le gouvernement d'Ehud Barak n'applique intégralement sa part des accords de Charm-el-Cheikh. Mis au pied du mur par la décision palestinienne de proclamer unilatéralement un E'tat indépendant le 13 septembre, Washington réagit en invitant Yasser Arafat et Ehud Barak à se rencontrer à partir du 11 juillet dans la résidence présidentielle d'été, Camp David, dans l'espoir d'aboutir à un accord sur les questions de fond qui ont alimenté un demi-siècle de conflits entre Israéliens et Palestiniens.

Quatorze jours plus tard, les négociateurs palestiniens, israéliens et américains se séparent sans accord. Les points d'achoppement sont multiples:

le statut de Jérusalem, de loin le dossier le plus explosif. Le blocage est total, les deux parties ayant même refusé le compromis américain: la division de la vieille ville en trois secteurs, l'un sous contrôle israélien, le deuxième sous contrôle palestinien sans souveraineté, le dernier placé sous l'autorité administrative des Palestiniens, à l'exception de la gestion de la sécurité.

la taille du futur E'tat palestinien. Yasser Arafat exige, lui, un retrait total d'Israël des territoires occupés depuis 1967. Les Israéliens ne sont prêts à céder que 85 à 92 % de la Cisjordanie (hors Jérusalem), plus Gaza, et veulent annexer les secteurs de la Cisjordanie où sont installés plus de 80 % des 170 000 colons juifs.

les réfugiés palestiniens que les guerres de 1948 et de 1967 ont chassés de chez eux; ils sont 3,5 millions. Yasser Arafat demande la reconnaissance par Israël du retour chez eux des Palestiniens dispersés en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie, au Liban et en Syrie. Israël fait de son côté des propositions floues où se mélangent réunification des familles, compensations financières et conférence internationale pour prendre la mesure du problème et éventuellement le régler.

la démilitarisation du futur E'tat palestinien: Yasser Arafat juge irrecevables les exigences israéliennes selon lesquelles le futur E'tat palestinien n'aurait pas d'armée et ne pourrait conclure aucune alliance militaire avec d'autres pays.